

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Qui défend les intérêts des agriculteurs dans la Politique agricole 2011?

par Reinhard Koradi, Dietlikon

La *Politique agricole 2011* touche l'agriculture indigène au vif. Les spécialistes de l'économie agricole veulent que les petites et moyennes exploitations familiales ou disparaissent ou s'intègrent dans des grandes exploitations. L'orientation de la nouvelle politique agricole vise à l'industrialisation, comme le souhaitent les organisations économiques et les partis politiques qui cèdent à la folie de la libéralisation. Dans le paysage politique actuel, il n'est guère étonnant que le Conseil fédéral et le Parlement ne tiennent pas compte des intérêts de la population et de la mission constitutionnelle de l'agriculture en se soumettant au libéralisme économique mondial et à l'hystérie de la croissance. Mais ce qui est plus difficile à comprendre, c'est le comportement des représentants des paysans. L'Union suisse des paysans (USP) et l'Association pour la défense des petits et moyens paysans (VKMB) devraient en principe être en tête de ceux qui défendent le référendum contre la nouvelle loi sur l'agriculture, avec d'autres organisations agricoles ou de protection des animaux et de la nature.

### Liens étroits entre l'Union suisse des paysans et la politique de Berne

«C'est une caractéristique de la politique agricole suisse – et de la politique économique en général – que les activités de l'Etat et des organisations soient étroitement liées, pas seulement parce que ce sont souvent les mêmes personnes, mais aussi parce que les organisations se chargent souvent expressément de la mise en œuvre des mesures prises par l'Etat.<sup>1</sup>»

L'Etat et les organisations profitent de cet «accord tacite», «[...] parce que les mesures impopulaires sont mieux acceptées par la base si ce sont les organisations qui les appliquent. Et elles profitent de ce qu'elles intègrent mieux



(photo: uli)

leurs membres dans le processus de mise en pratique de la politique agricole et qu'elles assurent leur financement par la perception de cotisations obligatoires «volontaires».<sup>2</sup>

Cela étant, il faut supposer que les unions paysannes ont perdu leur indépendance et leur faculté de défendre les intérêts de leurs membres. Les paysans libres ont besoin d'unions paysannes libres. C'est la seule manière d'assurer à Berne la défense légitime et durable des intérêts des agriculteurs. La *Politique agricole 2011* continue d'être développée lors de discussions préliminaires. La composition de la commission compétente ne laisse aucun doute. La prochaine étape accélérera encore davantage la disparition des exploitations familiales et continuera de compromettre

la souveraineté alimentaire de notre pays. Il faut aujourd'hui de nouvelles alliances indépendantes qui s'engagent à donner aux agriculteurs un avenir réel et à assurer à la population suisse une alimentation naturelle, saine et sans OGM.

### Une initiative citoyenne efficace

En Suisse, il y a beaucoup d'organisations qui s'engagent (ou devraient s'engager) en faveur du maintien et du développement de l'approvisionnement alimentaire de base du pays. Outre l'USP et le VKMB mentionnés ci-dessus, on peut certainement citer *Bio Suisse*, *IP Suisse*, *Kagfreiland*, *le WWF*, *Pro Natura*, les associations de défense des consommateurs, etc. Si toutes ces organisations collaboraient pour

défendre l'idée d'une «garantie de la souveraineté alimentaire, promouvoir la «production de produits naturels», qu'elles s'engageaient en faveur d'une politique agricole qui remplisse la mission constitutionnelle de l'agriculture (Art. 104)<sup>3</sup>, une alliance forte se créerait en faveur du maintien et du développement d'une politique agricole orientée vers l'avenir et le bien commun. Alliance qui pourrait être accélérée et renforcée par l'engagement courageux des citoyens. Willy Cretegny a pris l'initiative de lancer un référendum contre la nouvelle loi sur l'agriculture. D'une manière exemplaire, il nous montre comment exercer ses droits et ses devoirs de citoyen. Nous pouvons certes tenter de mettre à contribution les organisations mais finalement chaque individu est appelé à lutter personnellement avec ténacité pour préserver son droit à l'indépendance et à l'autosuffisance. *Le référendum contre la loi sur l'agriculture est un premier pas et prépare le terrain pour un large débat sur l'avenir de l'agriculture paysanne et l'importance politique et sociale de la souveraineté alimentaire de notre pays.* Si les représentants officiels des paysans ont abandonné le combat, c'est le devoir des citoyens de venir en aide aux paysans et de créer des bases durables pour la sécurité alimentaire dans l'intérêt de la liberté, de l'indépendance et de la paix.

<sup>1</sup> Werner Baumann, Peter Moser, *Bauern im Industriestaat*, 1999. ISBN 3280028124

<sup>2</sup> ibid.

<sup>3</sup> Article 104-1: «La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable et à celles du marché, contribue substantiellement: a. à la sécurité de l'approvisionnement de la population; b. à la conservation des ressources naturelles et à l'entretien du paysage rural; c. à l'occupation décentralisée du territoire.»

## 21 septembre 2007 – Journée internationale de la paix

par Alfred de Zayas, Genève

Depuis 1981, les Nations Unies, à New York, ainsi que toutes leurs représentations, à Genève, à Vienne, à Paris (UNESCO), à Nairobi (PNUE), à Santiago du Chili, etc., célèbrent la *Journée internationale de la paix*. Cela a été confirmé par l'Assemblée générale dans sa Résolution 55/282 du 21 septembre 2001.

Lors de la *Journée internationale de la paix 2007*, la Cloche de la paix a sonné dans le jardin japonais et le nouveau Secrétaire gé-

néral de l'ONU, *Ban Ki-Moon*, a pris la parole dans le bâtiment de l'ONU à New York, confirmant que la paix resterait la mission principale de cette organisation. Il a rappelé l'idéal de la paix au sein des nations et entre les Etats et les peuples, et a demandé aux combattants de déposer les armes.

A Genève, dans la salle du Conseil de sécurité – la salle Francisco-de-Vitoria – a été organisée une Table ronde sur le droit humain à la paix. Les participants étaient *Carlos Villán Durán*, *Ingeborg Breines* (directrice de l'UNESCO), *Patricia Lewis* (directrice de l'UNIDIR), *Andrés Guerrero* (Unicef), *Luis Narvaez* (Amnesty International), *Valériane Bernard* (université Brahma Kumaris) et *Alfred de Zayas* (représentant de la Société internationale pour les droits de l'homme, Francfort-sur-le-Main).

Carlos Villán Durán a présenté au public le livre intitulé «La Declaración de Luarca»<sup>1</sup> qui vient de paraître et a rappelé que cette Déclaration, adoptée le 30 octobre 2006, a été transmise officiellement au Conseil des droits de l'homme le 15 mars 2007 et sera vraisemblablement adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2009. 57 personnes, dont beaucoup d'étudiants universitaires, sont venues participer à cette Table ronde de la 6<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme.

Ce fut un honneur particulier pour moi de donner lecture du message de paix du Secrétaire général Ban Ki-Moon. J'ai déclaré que la paix ne devait pas être une simple formule, un mot vide de sens. La paix, c'est le désar-

mement effectué par les puissances nucléaires, c'est l'absence de menace d'user de la force, l'absence de soit-disant guerre préventive, de «légitime défense» hypocrite, d'exploitation coloniale et impérialiste du tiers-monde. C'est le droit au développement, à l'eau potable et à un environnement sain et surtout le droit à une culture, une religion et une identité propres.

Il est faux de parler d'une hiérarchie des droits de l'homme, où les «droits de première génération» (droits civiques et politiques) sont considérés comme importants et où les «droits de deuxième génération» (droits économiques, sociaux et culturels) sont négligés, sans parler des «droits de troisième génération» (développement, environnement, paix). A la place de cette répartition artificielle, une autre perspective aurait plus de sens. Des droits comme le droit humain à la paix sont une condition pour pouvoir jouir des droits de première et de deuxième générations. Mais la paix n'est pas seulement un droit qui nous permet d'exercer d'autres droits. La paix n'est pas seulement un moyen mais un but en soi, à savoir la réalisation de la dignité humaine dans la paix et la sécurité. Ingeborg Breines a rappelé l'idée suivante, énoncée dans la Constitution de l'UNESCO: «Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.» Elle a parlé de la nécessité d'éduquer à la paix.

Patricia Lewis a cité l'article 11-3 de la «Declaración de Luarca» et a souligné la



Alfred de Zayas donne lecture du message de paix du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon lors de la Journée internationale de la paix, le 21 septembre, dans la salle du Conseil de sécurité à Genève.

nécessité de désarmer et de consacrer les moyens financiers ainsi dégagés au développement et aux droits humains.

Les lecteurs trouveront la *Declaración de Luarca* sur le site de l'«Asociación Española para el Desarrollo y la Aplicación del Derecho Internacional de los Derechos Humanos»: [www.aedidh.org](http://www.aedidh.org).

<sup>1</sup> Carmen Rosa Rueda Castañón, Carlos Villán Durán, *La Declaración de Luarca sobre el derecho humano a la paz*, Ediciones Madú, Granda-Siero (ISBN 978-84-95998-39-2)

### Sommaire

L'alliance sino-russe, un défi aux ambitions de l'Amérique en Eurasie

page 2

La résistance contre une séparation forcée du Kosovo augmente

page 3

Il serait temps que l'Allemagne remette en cause sa relation à l'Iran

page 5

Congrès international sur la paix à Bâle

page 6

Perspectives d'une politique suisse de paix

page 7



## L'alliance sino-russe, un défi aux ambitions de l'Amérique en Eurasie

extrait d'un article de Mahdi Darius Nazemroaya, Canada

«Mais si cette zone médiane [la Russie et l'ex-Union soviétique] repousse l'Occident [l'Union européenne et l'Amérique], devient une entité unique pleine d'assurance et prend le contrôle du Sud [Moyen-Orient] ou forme une alliance avec le principal acteur oriental [la Chine], la suprématie de l'Amérique en Eurasie va se réduire considérablement. Il en irait de même si les deux plus importants acteurs orientaux s'associaient d'une certaine manière. Finalement, tout rejet de l'Amérique par ses partenaires occidentaux [l'entente franco-allemande] loin de ses positions à la périphérie [l'Europe] sonnerait automatiquement le glas de la participation américaine au jeu d'échecs eurasiatique bien que cela signifierait probablement que l'extrémité occidentale serait finalement subordonnée à un acteur réactif occupant la zone médiane [la Russie].»

Zbigniew Brzezinski,  
*The Grand Chessboard: American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, 1997

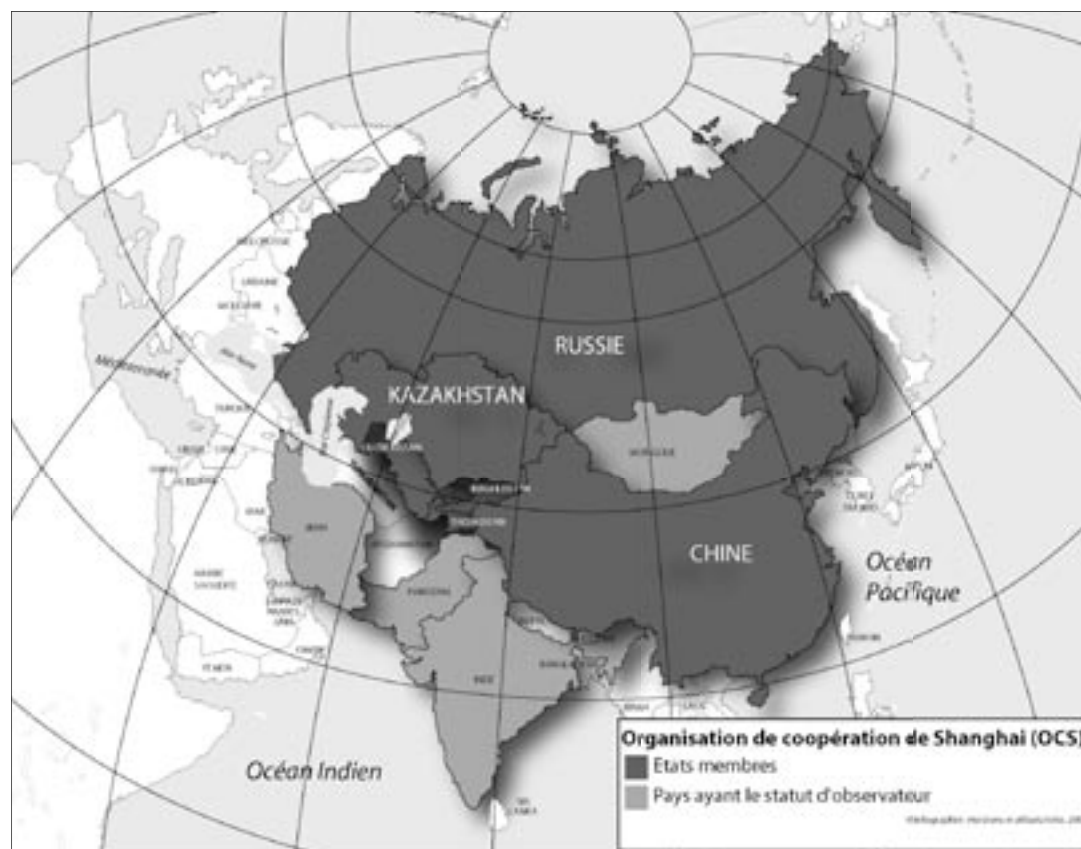
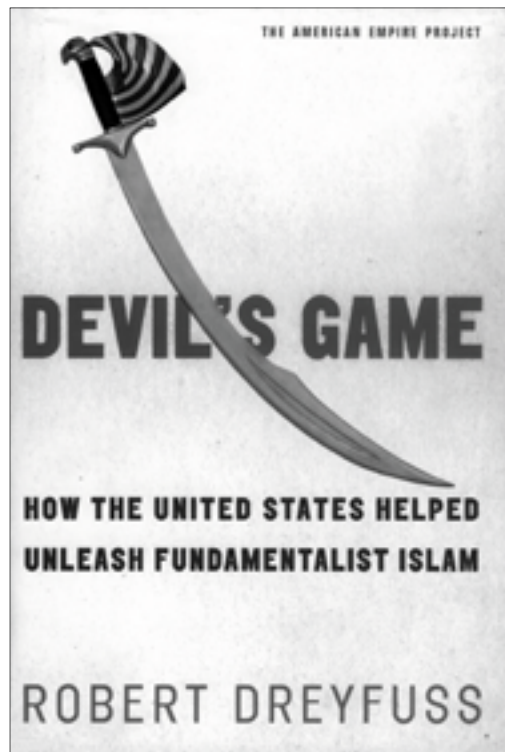
La troisième loi du mouvement de Newton dit qu'«à chaque action, il y a une réaction égale et opposée». On peut également l'appliquer en sciences sociales, en particulier aux rapports sociaux et à la géopolitique.

L'alliance États-Unis/Grande-Bretagne s'est lancée dans un grand projet visant à contrôler les ressources mondiales d'énergie. Ses actions ont entraîné une série de réactions complexes aboutissant à la création d'une coalition eurasiatique qui se prépare à défier l'axe anglo-américain.

### L'encerclement de la Russie et de la Chine, échec des ambitions globales anglo-américaines

«Aujourd'hui, nous assistons à un usage extrême, presque sans frein, de la force militaire dans les relations internatio-

ts. Les USA et la Grande-Bretagne soutiendraient des mouvements terroristes, séparatistes et extrémistes? Malheureusement, cette hypothèse n'est pas si invraisemblable. En effet, comme le montre l'Américain Robert Dreyfuss dans son livre fondamental intitulé «Devil's Game – How the United States Helped Unleash Fundamentalist Islam», ce sont les Britanniques qui ont contribué au développement des Frères musulmans dans leur Empire et plus tard, aussi bien les USA qu'Israël ont joué cette carte afin de contrer les mouvements qui luttaient en faveur d'États laïques, sociaux et souverains dans le monde arabe. Ainsi Israël a aidé Ahmed Yas-



nales, force qui plonge le monde dans un abîme de conflits permanents. Il en résulte que nous n'avons pas assez de force pour trouver une solution globale à aucun de ces conflits. Il devient également impossible de trouver un règlement politique. Nous observons un mépris de plus en plus grand pour le droit international. Et les normes légales indépendantes se rapprochent en fait du système juridique d'un seul pays. Un pays, l'Amérique, a outrepassé ses frontières nationales à tous égards.»

Vladimir Poutine à la Conférence de Munich sur la politique de sécurité, 11/2/07

Ce que les dirigeants et hauts responsables américains appellent «nouvel ordre mon-

sin, chef des Frères musulmans dans les Territoires occupés, à fonder le Hamas dans le but déclaré d'affaiblir l'OLP. Lorsqu'on n'a plus eu besoin de lui, on l'a assassiné.

La Russie et la Chine ont également des minorités, dont de fortes communautés musulmanes. Dreyfuss explique au sujet de son ouvrage: «Il existe un chapitre non encore écrit de l'histoire de la guerre froide et du nouvel ordre mondial qui a suivi. Il concerne la manière dont les États-Unis – parfois ouvertement, parfois secrètement – ont financé et encouragé l'activisme islamiste de droite.

Devil's Game est une tentative de combler cette lacune essentielle. Essentielle parce que cette politique peu connue, menée au cours des six dernières décennies, est en partie responsable de l'apparition du terrorisme islamique en tant que phénomène mondial.

A la vérité, l'«Empire» comprenant le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale et du Sud devait reposer sur l'islamisme politique. Du moins, c'est ce qu'espéraient ses concepteurs. Mais il s'est avéré qu'il s'agissait là d'un jeu diabolique. C'est trop tard, après le 11-Septembre, que Washington a commencé à se rendre compte de son mauvais calcul stratégique. Les États-Unis ont passé des décennies à rechercher les faveurs des islamistes, à leur mentir, à les utiliser avec cynisme en tant qu'alliés dans la guerre froide, pour découvrir finalement qu'ils avaient engendré une force qui s'est vengée en se retournant contre ses protecteurs. [...]

dial» est ce que Russes et Chinois considèrent comme un «monde unipolaire». C'est la vision, ou l'hallucination, selon la manière de voir les choses, qui a comblé le fossé entre Pékin et Moscou.

La Chine et la Russie sont très conscientes d'être les cibles de l'alliance anglo-américaine. Leur crainte commune de l'encerclement les a rapprochées. Ce n'est pas un hasard si l'année où l'OTAN bombardait la Yougoslavie, le président chinois Jiang Zemin et le président russe Boris Eltsine ont fait une déclaration commune lors d'un sommet historique en décembre 1999 qui a révélé que la Chine et la Fédération de Russie allaient unir leurs forces pour s'opposer au «nouvel ordre mondial». En réalité, les fondements de cette déclaration avaient été posés en 1996 lorsque les deux parties avaient exprimé leur opposition à l'imposition de l'hégémonie mondiale d'un seul État.

Aussi bien Jiang Zemin que Boris Eltsine déclarèrent que tous les États nations devaient être traités de la même manière, jouir de la sécurité, respecter la souveraineté des autres, et avant tout ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres États. Ces propos visaient le gouvernement américain et ses alliés.

### Balkaniser la Russie et la Chine

Les Chinois et les Russes demandaient également l'établissement d'un ordre économique et politique mondial plus équitable. Ils indiquèrent que l'Amérique soutenait des mouvements séparatistes dans leurs deux pays et soulignèrent les efforts des Américains pour balkaniser et finlandiser les pays d'Eurasie. Des Américains influents comme Zbigniew Brzezinski avaient déjà défendu l'idée d'une décentralisation et finalement d'une division de la Fédération de Russie.

Chinois et Russes publièrent une déclaration dans laquelle ils affirmaient que la mise en place d'un bouclier antimissile international et la violation du Traité ABM sur la limitation des systèmes de missiles antimissile déstabiliseraient et polariseraient le globe. En 1999, ils étaient conscients de ce qui se préparait et de la direction prise par les États-Unis. En juin 2002, moins d'une année après le déclenchement de la «guerre globale contre le terrorisme», George W. Bush annonça que les États-Unis se retireraient du Traité ABM.

Le 24 juillet 2001, moins de deux mois avant le 11-Septembre, la Chine et la Russie signèrent le Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération. Il s'agit là d'un pacte – formulé en termes modérés – de défense mutuelle contre les États-Unis, l'OTAN et l'alliance militaire asiatique, soutenue par les États-Unis, qui encercle la Chine.<sup>1</sup>

Le pacte militaire de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est formulé

de la même manière. Il convient également de signaler que l'article 12 du Traité bilatéral sino-russe de 2001 stipule que la Chine et la Russie collaboreront pour maintenir l'équilibre mondial, respecter «les accords fondamentaux relatifs à la sauvegarde et au maintien de la stabilité stratégique» et encourager «le processus de désarmement nucléaire». Il semble qu'il s'agisse ici d'une allusion à la menace nucléaire que représentent les États-Unis.

### «Une coalition sino-russo-iranienne» pour barrer la route à l'Amérique et à la Grande-Bretagne

En réaction aux efforts anglo-américains en vue d'encercler et finalement de démanteler la Chine et la Russie, Moscou et Pékin ont uni leurs forces et l'OCS a évolué peu à peu pour devenir une puissante entité internationale au cœur de l'Eurasie.

Les principaux objectifs de l'OCS sont de nature défensive. Ses objectifs économiques sont d'intégrer et d'unir les économies eurasiennes contre les attaques et les manipulations de la «trilatérale» États-Unis/Europe de l'Ouest/Japon qui contrôlent une partie importante de l'économie globale.

La charte de l'OCS a également été créée, selon le jargon de la sécurité nationale occidentale, afin de lutter contre «le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme». Les activités terroristes, les mouvements séparatistes et les mouvements extrémistes de Russie, de Chine et d'Asie centrale sont tous traditionnellement financés, armés et soutenus clandestinement par les gouvernements britannique et américain. Plusieurs mouvements séparatistes et extrémistes qui ont déstabilisé des membres de l'OCS ont même des bureaux à Londres [voir l'encadré Dreyfuss].

L'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Mongolie sont tous membres observateurs de l'OCS. Le statut d'observateur de l'Iran est trompeur car ce pays est membre de facto. Ce statut a pour but d'occulter la nature de la coopération trilatérale entre l'Iran, la Russie et la Chine si bien que l'OCS ne peut pas être diabolisée comme étant un groupement militaire anti-américain et antioccidental.

Les objectifs déclarés de la Chine et de la Russie sont d'assurer la continuité d'un «monde multipolaire». Dans son ouvrage *le Grand Échiquier, l'Amérique et le reste du monde* paru en 1997, Brzezinski mettait en garde contre «la création ou l'émergence d'une coalition eurasiatique» qui «pourrait finalement chercher à défier la suprématie américaine». Il appelait cette coalition eurasiatique potentielle «alliance anti-hégémonique» et estimait qu'elle serait constituée

Suite page 3

### Benoît XVI: «La lutte contre le terrorisme doit respecter les droits fondamentaux»

La lutte contre le terrorisme ne doit jamais enfreindre les fondements de l'État de droit. C'est ce que le Pape Benoît XVI a précisé devant des représentants de l'Internationale chrétienne-démocrate, politiciens chrétiens venus du monde entier.

Il a déploré «ce grave phénomène, cette tendance du terrorisme à instrumentaliser Dieu à des fins meurtrières, à prétendre agir en son nom pour justifier des attaques injustifiables. Contre ce grave phénomène qu'est le terrorisme, la société a bien sûr le droit de se défendre, mais ce droit ne doit être exercé qu'à condition de respecter la justice et la morale. Dans les systèmes démocratiques, l'usage de la force d'une façon contraire aux principes de l'État constitutionnel ne peut en aucun cas se justifier. En effet, comment prétendre vouloir protéger la démocratie si on s'autorise à en menacer les fondements?»

Source: Radio Vatican du 21/9/07  
(www.chretiente.info du 7/10/07)



## «L'alliance sino-russe...»

suite de la page 2

«d'une coalition sino-russo-iranienne» et que son pilier central serait la Chine.<sup>4</sup> Il s'agit de l'OCS et de plusieurs groupements eurasiens qui lui sont liés.

### Brzezinski met en garde contre une coalition sino-russo-iranienne

En 1993, Brzezinski écrivait: «En évaluant les options futures de la Chine, il faut aussi envisager l'éventualité qu'une Chine économiquement prospère et politiquement sûre d'elle – mais qui se sent exclue du système global et décide de devenir à la fois le défenseur et le leader des Etats défavorisés du monde – décide de représenter non seulement un défi doctrinal évident mais également un puissant défi géopolitique au monde trilatéral dominant [Etats-Unis, Europe occidentale et Japon].»<sup>5</sup>

Brzezinski adresse une mise en garde: «La réponse de Pékin à la remise en question du statu quo global pourrait être la création d'une coalition sino-russo-iranienne»: «Aux yeux des stratèges chinois, face à la coalition trilatérale Etats-Unis/Europe/Japon, la réplique géopolitique la plus efficace pourrait bien être d'essayer de créer une triple alliance associant la Chine à l'Iran dans la région du golfe Persique et à la Russie dans celle de l'ex-Union soviétique [et de l'Europe de l'Est].»<sup>6</sup> Brzezinski poursuit en disant que la coalition sino-russo-iranienne, qu'il appelle «coalition anti-establishment», pourrait être un puissant aimant pour d'autres Etats [p. ex. le Venezuela] qui sont mécontents du statu quo [global].<sup>7</sup>

En outre, Brzezinski écrivait, en 1997, que «la tâche la plus urgente [des Etats-Unis] était de s'assurer qu'aucun Etat ou groupe d'Etats ne devienne capable de chasser les Etats-Unis d'Eurasie ou même de réduire considérablement son rôle décisif d'arbitre.»<sup>8</sup> Il se peut que ses mises en garde aient été oubliées parce que les Etats-Unis ont été chassés d'Asie centrale et que leurs forces armées ont été expulsées de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan.

### Echec des «révolutions de velours» en Asie centrale

L'Asie centrale a été l'objet de plusieurs tentatives de changement de régime soutenues par les Britanniques et les Américains. Elles étaient caractérisées par des révolutions de velours semblables à la *Révolution orange* en Ukraine et à la *Révolution des roses* en Géorgie.

Ces mouvements financés par les Etats-Unis ont échoué en Asie centrale sauf au Kirghizistan, où la *Révolution des tulipes* a été un succès partiel.

En conséquence, le gouvernement américain a essuyé d'importants revers en Asie centrale. Tous les dirigeants de la région ont pris leurs distances par rapport à l'Amérique.

La Russie et l'Iran ont également obtenu des marchés énergétiques dans la région. Les efforts des Etats-Unis, pendant plusieurs décennies, pour jouer un rôle hégémonique en Asie centrale semblent avoir été anéantis du jour au lendemain. Les révolutions de velours qu'ils soutenaient ont échoué. Les relations avec l'Ouzbékistan ont été particulièrement affectées.

L'Ouzbékistan est dirigé par le très autoritaire président *Islam Karimov*. A partir du milieu des années 1990, il fut incité à rejoindre l'alliance anglo-américaine et l'OTAN. Lorsqu'on chercha à l'assassiner, il soupçonna le Kremlin d'avoir voulu l'éliminer à cause de sa politique indépendante. C'est ce qui amena l'Ouzbékistan à quitter l'*Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC)*. Mais plusieurs années après, *Islam Karimov* changea d'avis à propos de ceux qui cherchaient à l'éliminer.

Selon Brzezinski, l'Ouzbékistan représentait un obstacle important à tout regain d'efforts de la Russie pour contrôler l'Asie centrale et était pratiquement insensible aux pressions russes. C'est pourquoi il était important de faire de l'Ouzbékistan un protectorat américain en Asie centrale.

L'Ouzbékistan possède les plus importantes forces armées d'Asie centrale. En 1998,

ef. Le 8 septembre a eu lieu une rencontre informelle entre les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne au Nord du Portugal dans la ville de Viano do Castelo, pour établir un consensus interne au sujet de la décision imminente sur la question du Kosovo. Le 10 décembre le rapport du nouveau conseiller spécial *Ischinger* doit être remis au secrétaire général de l'ONU *Ban Ki-Moon*.

Depuis longtemps déjà les Etats-Unis exercent une pression énorme: au cas où aucune solution ne se dessinerait au sein du Conseil de sécurité, ils seraient également prêts à accepter une sécession unilatérale des Albanais du Kosovo. Le gouvernement serbe caractérise le commentaire des USA comme une «menace ouverte contre l'intégrité territoriale de la Serbie».

D'après des sources diplomatiques, plusieurs pays de l'UE se sont prononcés contre une sécession du Kosovo d'avec la République serbe unilatéralement déclarée. Au nombre de ces pays appartiennent l'Espagne, la Hongrie, la Grèce, la Slovaquie, Chypre et

des manœuvres y furent effectuées avec les troupes de l'OTAN. Le pays se militarisait considérablement à l'instar de la Géorgie, dans le Caucase. Les Etats-Unis lui apportèrent une aide financière très importante pour défier le Kremlin en Asie centrale et participèrent à l'entraînement des forces armées ouzbekes.

Au moment du déclenchement de la «guerre globale contre le terrorisme», en 2001, l'Ouzbékistan, allié des Anglo-Américains, offrit immédiatement aux Américains des bases et des installations militaires à Karshi-Khanabad.

Les dirigeants du pays savaient déjà où allait mener cette «guerre». Au grand dam du gouvernement Bush fils, le président ouzbek formula une politique indépendante. La lune de miel entre l'Ouzbékistan et l'alliance anglo-américaine prit fin lorsque Washington et Londres envisagèrent de renverser *Karimov*. Il était un peu trop indépendant à leur goût. Mais leurs tentatives échouèrent, ce qui entraîna une modification des alliances géopolitiques.

Les tragiques événements d'Andijan, le 13 mai 2005, constituèrent le point de rupture avec l'alliance anglo-américaine. La population d'Andijan fut incitée à affronter les autorités ouzbekes, ce qui entraîna une violente répression des manifestants par les forces de sécurité qui beaucoup de morts.

Il semble que des groupes armés aient été impliqués. Les médias américains, britanniques et européens insistèrent sur les violations des droits de l'homme sans mentionner le rôle clandestin joué par l'alliance anglo-américaine. L'Ouzbékistan considéra la Grande-Bretagne et les Etats-Unis comme responsables, les accusant d'avoir fomenté la rébellion.

*M.K. Bhadrakumar*, ancien ambassadeur de l'Inde en Ouzbékistan (1995-1998), révéla que le *Hezbut Tahrir* (HT) fut un des partis accusés par le gouvernement ouzbek d'avoir ameuté la foule à Andijan.<sup>9</sup> Le groupement était déjà en train de déstabiliser l'Ouzbékistan et de recourir à la violence. Son quartier général était basé à Londres et bénéficiait du soutien des Britanniques. Londres est la plaque tournante de nombreuses organisations similaires qui servent les intérêts anglo-américains dans différents pays, dont l'Iran et le Soudan, grâce à des campagnes de déstabilisation. L'Ouzbékistan a même commencé à prendre des mesures autoritaires contre les ONG à la suite des événements tragiques d'Andijan.

L'alliance anglo-américaine a appliqué une mauvaise stratégie en Asie centrale. L'Ouzbékistan a quitté officiellement le GUUAM, groupe dirigé contre la Russie et soutenu par les USA et l'OTAN. Le GUUAM est redevenu le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) le 24 mai 2005.

Le 29 juillet 2005, l'armée américaine a reçu l'ordre de quitter l'Ouzbékistan dans un délai de 6 mois.<sup>10</sup> On a fait comprendre aux Américains qu'ils étaient devenus indésira-

bles en Ouzbékistan et en Asie centrale. La Russie, la Chine et l'OCS se sont associés à la demande de l'Ouzbékistan. Les Etats-Unis ont quitté leur base en novembre 2005.

L'Ouzbékistan a adhéré à nouveau à l'*Organisation du traité de sécurité collective (CSTO)* le 26 juin 2006 et s'est réaligné sur Moscou. Le président ouzbek est devenu, avec l'Iran, un fervent partisan de l'idée qu'il fallait chasser totalement les Etats-Unis d'Asie centrale.<sup>11</sup> En revanche, le Kirghizistan a continué de permettre aux Américains d'utiliser la base aérienne de Manas mais avec des restrictions et dans une ambiance d'incertitude. Le gouvernement kirghize a précisé qu'il ne tolérerait pas que des opérations militaires ciblent l'Iran depuis le Kirghizistan. [...]

Le journal serbe «Glas javnosti» a écrit: Le nombre de pays qui s'expriment ouvertement contre une reconnaissance unilatérale continue à augmenter et se compose aussi maintenant, en plus des «traditionnels» opposants à l'indépendance du Kosovo (Espagne, Grèce, Chypre, Roumanie, Slovaquie), d'autres pays de la région (Bulgarie), ainsi que de différents autres pays européens: de l'Est (République tchèque) du Nord (Suède)

la Roumanie, ainsi que d'autres pays qui se montrent hésitants.

Le Premier ministre grec *Costas Karamanlis* a dit que la Grèce exigerait qu'une décision sur le statut futur du Kosovo englobe tous les pays de la région: «quelle que soit la solution qui sera choisie, elle doit prendre en compte l'avenir de l'Europe et celui de tous les pays de la région», dit-il. Chaque solution doit également être prise en accord avec Belgrade. «Il n'y a pas de solution qui puisse être ordonnée d'en haut. Chaque solution doit être acceptée ou du moins tolérée par tous», ajouta *Karamanlis*.

Le journal serbe «Glas javnosti» a écrit: Le nombre de pays qui s'expriment ouvertement contre une reconnaissance unilatérale continue à augmenter et se compose aussi maintenant, en plus des «traditionnels» opposants à l'indépendance du Kosovo (Espagne, Grèce, Chypre, Roumanie, Slovaquie), d'autres pays de la région (Bulgarie), ainsi que de différents autres pays européens: de l'Est (République tchèque) du Nord (Suède)

Source: Global Research du 23/9/07  
[www.globalresearch.ca](http://www.globalresearch.ca)

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération entre la Fédération de Russie et la Chine, signé et entré en vigueur le 16 juillet 2001, communiqué de presse de la Fédération sino-russe, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, [www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/2649/t15771.htm](http://www.fmprc.gov.cn/eng/wjdt/2649/t15771.htm)

Les articles ci-dessous concernent la défense mutuelle de la Chine et de la Russie contre leur encerclement et les efforts de démantèlement des deux pays par les Américains.

#### ARTICLE 4

La partie chinoise soutient la partie russe dans sa politique de défense de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie. La partie russe soutient la partie chinoise dans sa politique de défense de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la République populaire de Chine.

#### ARTICLE 5

La partie russe réaffirme que la position de principe sur la question de Taiwan telle qu'elle est exposée dans les documents politiques signés et adoptés par les chefs d'Etat des deux pays de 1992 à 2000 demeure inchangée. La partie russe reconnaît qu'il n'existe qu'une Chine dans le monde, que la République populaire de Chine est le seul gouvernement légal représentant la totalité de la Chine et que Taiwan est une partie inaliénable de la Chine. La partie russe s'oppose à toute forme d'indépendance de Taiwan.

#### ARTICLE 8

Les parties contractantes ne concluront aucune alliance ni ne participeront à aucun bloc, pas plus qu'elles ne se livreront à des actions telles que conclure un traité semblable avec un pays tiers qui mettrait en péril la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale de l'autre partie contractante. Aucune des parties contractantes n'autorisera un pays tiers à utiliser son territoire pour mettre en péril la souveraineté nationale, la sécurité et l'intégrité territoriale de l'autre partie contractante.

Aucune des parties contractantes n'autorisera la création sur son territoire d'organisations ou de bandes susceptibles de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'intégrité territoriale de

de l'Ouest (Pays-Bas) jusqu'au sud (Malte) et sans oublier le plus grand pays de l'Union: l'Allemagne.

La Roumanie est certainement très orientée vers les USA quant à sa politique extérieure, par contre, en ce qui concerne la question du Kosovo, Bucarest poursuit sa propre ligne. L'Autriche rapporte ce que le président roumain *Traian Basescu* a dit au président autrichien: pour ce qui est de la province du sud de la Serbie administrée par l'ONU, Bucarest pense que «tout est possible, excepté l'établissement d'une frontière». Le président autrichien *Heinz Fischer* a déclaré cela le mercredi 26 septembre, lors de sa visite de travail en Roumanie. «Donc pas de souveraineté pour le Kosovo.» La Roumanie met en avant l'argument que, selon Fischer, «l'on ne doit pas trop exiger d'un coup» de la Serbie. «Le tribunal des crimes de guerre, Kosovo et Monténégro, aucun pays ne pourrait supporter cela»; tels sont les arguments de Bucarest, explique le président. •

l'autre partie contractante. Leurs activités devraient être interdites.

#### ARTICLE 9

Lorsqu'une situation se présente dans laquelle une des parties contractantes estime que la paix est menacée ou que ses intérêts sécuritaires sont en jeu, ou lorsqu'elle est confrontée à une menace d'agression, les parties contractantes doivent immédiatement prendre contact et engager des consultations afin d'éliminer ces menaces.

#### ARTICLE 12

Les parties contractantes travailleront ensemble au maintien de l'équilibre stratégique et à la stabilité globales et s'appliqueront à encourager le respect des accords fondamentaux relatifs à la sauvegarde et au maintien de la stabilité stratégique. Les parties contractantes encourageront activement le processus de désarmement nucléaire et la réduction des armes chimiques, encourageront et renforceront les régimes d'interdiction des armes biologiques et prendront des mesures destinées à empêcher la prolifération des armes de destruction massive, de leurs vecteurs et de leur technologie.

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Zbigniew Brzezinski, *le Grand Echiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures, 2000, p. 198

<sup>4</sup> Ibid.

Brzezinski se réfère à une coalition sino-russo-iranienne comme «contre-alliance», p. 116

<sup>5</sup> Zbigniew Brzezinski, *Out of Control: Global Turmoil on the Eve of the 21st Century*, NYC New York, Charles Scribner's Sons Macmillan Publishing Company, 1993, p. 198

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Zbigniew Brzezinski, *le Grand Echiquier*, p. 198

<sup>9</sup> M.K. Bhadrakumar, *The lessons from Ferghana*, Asia Times, 18/5/05

<sup>10</sup> Nick Paton Walsh, *Uzbekistan kicks US out of military base*, The Guardian, 1/8/05

<sup>11</sup> Vladimir Radyuhin, *Uzbekistan rejoins defence pact*, The Hindu, 26/6/06

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

#### Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: [hd@zeit-fragen.ch](mailto:hd@zeit-fragen.ch)

Internet: [www.horizons-et-debats.ch](http://www.horizons-et-debats.ch)

CCP 87-748485-6

Imprimerie

Nüssli, Melling

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

# Multiplicidad cultural en vez de lo mismo en todos lados

por Prof. Dr. Hans P. Aubauer, Viena

Antes uno viajaba para conocer y apreciar otros países y culturas. Hoy, igual adónde uno vaya, las mismas fealdades: los paisajes loteados y zurcados por calles, restos de antiguas edificaciones armónicas en medio de construcciones uniformes desprovistas de carácter; destrucción del medio ambiente, colinas de basura y un pseudo arte uniforme que, por su carácter, se asemeja cada vez más a la basura, un tráfico creciente que no deja lugares libres, negociantes sin escrúpulos, habitantes desarraigados de otros países que, sin tener una relación con el lugar, tratan de sobrevivir por todos los medios sean legales o no. Una derrota del derecho, de la vida pacífica en común, de la familia, y, al mismo tiempo, cada vez más temor y violencia. Hoy, en Alemania, también se registran actividades de la mafia y en casi todos los vecindarios, etnias que se combaten entre sí.

Las propias tradiciones, culturas e historias nacionales van siendo anuladas metódicamente para dar lugar a un estilo de vida fuertemente globalizado que se autodenomina multicultural, atribuyéndose el contenido positivo del concepto cultura.

## Uniformidad por medio de la colonización

Por detrás de esto existe un fundamentalismo, nacido ya en el siglo XV, originado por adelantos técnicos en la navegación: por un lado el compás, el astrolabio y el reloj permitieron la orientación exacta; por otro lado, la navegación a vela con tres mástiles y popa, que reemplazó a los remos, hizo posible el navegar de bolina contra el viento.

Por primera vez, se pudieron abandonar las aguas cercanas a la costa; se cruzaban los mares navegando y se llegaba no sólo a otros continentes, sino que se internaba en ellos y se los saqueaba. Pero no se trataba solamente de despojar de las materias primas a los habitantes de las tierras recién descubiertas, sino también de irrumpir en su cultura, o bien obligándolos a adoptar el propio modo de vida o simplemente aniquilándolos.

Ya antes de comenzar el primer viaje de *Cristóbal Colón* (el 3 de agosto de 1492, en el que descubrió la isla Guanahani en las Bahamas el 12 de octubre de 1492), los monarcas españoles (*Isabel de Castilla* y *Fernando de Aragón*) se autodeclararon soberanos de los océanos (por el Contrato de Santa Fe con Colón del 17 de mayo de 1492) y se aseguraron para sí, textualmente: «[...] nueve décimos de las mercancías, sea lo que fuere: perlas, piedras preciosas, oro, plata, especias y otras cosas que se encuentren, se cambien, se compren o se tomen en posesión [...] dentro del Almirantazgo (los lugares descubiertos). Colón podía quedarse con un décimo. El 4 de mayo del siguiente año, en 1493, el Papa Alejandro VI. se le unió con su «Bulle Inter cetera» para tener la seguridad, textualmente: «[...] que la fe católica y la religión cristiana [...] sean glorificadas y expandidas por todos los lugares, que se procure la salvación de las almas, que los pueblos bárbaros sean subyugados y convertidos a la fe cristiana [...] que las tierras y las islas mencionadas y sus habitantes [sean] sometidos y, con ayuda de la divina bondad, convertidos a la fe católica [...]». Como consecuencia, la población indígena y sus múltiples culturas fueron aniquiladas brutalmente, como hoy sucede en Iraq y Afganistán y amenaza al país vecino Irán.

## El libre comercio, el nuevo rostro del colonialismo

En aquel entonces comenzó el colonialismo global, el apoderarse de las reservas naturales y de los habitantes de otros continentes. Hoy ha cambiado sólo su rostro y sus argumentos. En 1604, el holandés *Hugo Grotius* formuló, por primera vez, en un informe jurídico para la Compañía Holandesa de India Oriental, la «Libertad de los mares» (*mare liberum*), según el cual, todas las naciones tienen el derecho a utilizarlos para su comercio marino. Pero cuando todo les pertenece a todos, entonces sólo al más brutal entre los poderosos. Las consecuencias fueron un gran número de guerras por la dominación de los mares y hoy son guerras por las reservas naturales. De la

libertad de los mares resultó entre tanto la libertad del mercado – a costa de nuestra libertad, de la libertad de las personas. Hoy en día, para poder ser saqueados, los seres humanos no deben ser sometidos a la fe católica sino a la fe en el mercado libre: el contenido de su fe podría estar caracterizado por los diez dogmas siguientes:

- 1) Si la economía está bien, los seres humanos también están bien.
- 2) La economía marcha bien cuando crece (quiere decir su producto nacional bruto).
- 3) En la división internacional del trabajo, la comparación de precios trae, sobre todo, crecimiento económico: cada país debe producir sólo lo que pueda lograr con menos gastos que todos los demás, y el resto negociarlo.
- 4) Además, el comercio debe ser totalmente libre con bajos gastos de transporte: esto deberá estar garantizado por los cuatro «Principios de libertad» del comercio de productos, servicios, capital y establecimiento.
- 5) La política debe velar sólo por «Seguridad y orden», suficientes impuestos bajos y estándares de producción, altos fomentos y sobre todo por una adecuada política de defensa interna y externa para la obtención de reservas naturales a bajo precio.
- 6) Salarios, protección del medio ambiente, educación, lugares de trabajo y un sistema social deben ser viables.
- 7) Es de interés general que cada persona se preocupe pura y exclusivamente por sus propios intereses.
- 8) Para que el trabajo sea a bajo precio y tanto demanda como producto nacional se mantengan altos, la oferta de mano de obra y la densidad de la población deben ser amplias.
- 9) Los pobres están mejor cuando los ricos devienen más ricos, así pueden crear más fuentes de trabajo.
- 10) La bendición viene de la libre regulación del mercado, a través de la competencia sin trabas entre oferta y demanda.

## Efectos del libre comercio en los países ricos: consumo uniformado a costa de otros

Este mercado global se apodera cada vez más de la vida cotidiana y reemplaza las propias culturas regionales y nacionales, por un consumismo uniforme. Cinco de las consecuencias para los países ricos serían:

- 1) La dependencia de un consumo estándar que viene de centros de aprovisionamiento no muy lejanos: la cultura cede paso a un consumo que uniforma la vida, ya que los productos baratos, importados en masa, desplazan a los nacionales y conducen a la uniformidad de las ofertas, tanto de productos materiales como culturales. Ni siquiera la producción nacional puede orientarse hacia los intereses de su propio público, sino que está obligada a orientarse a los intereses del mercado mundial, para poder ser rentable. Cooperación y compromiso con la comunidad desaparecen. Al mismo tiempo, cada uno se aísla y cuenta sólo consigo mismo. No hay nada que se obtenga sin dinero.
- 2) Un trabajo dependiente e indigno para poder permitirse ese consumo: los trabajadores eficientes son explotados en su juventud para ser despedidos cuando sus fuerzas hayan disminuído con el correr de los años. Los menos diligentes, o en inferioridad de condiciones, o aquellos que no quieren dejarse explotar como pobres inmigrantes, se les niega el acceso al trabajo en forma humillante.
- 3) La clase media desaparece, y la sociedad queda dividida en pobres y ricos, entre los cuales hay cada vez más desconfianza y agresión. Una clara imagen son los ghettos para los ricos que se asemejan a fortalezas, y, para los pobres, a basurales.
- 4) Los espacios libres fuera del trabajo y del consumo, desaparecen: se tiene cada vez menos tiempo, fuerza, dinero o lu-

gares de recreo para reunirse, escuchar, reflexionar, leer, experimentar, regenerarse, sin necesidad de consumir. Cada vez hay menos posibilidades de realizar una vida en comunidad.

- 5) Por el robo de las reservas naturales en otros países, se paga un alto precio: sobre todo, la culpabilidad por la miseria en los países pobres, así como también por las acciones militares, la inmigración, la criminalidad importada, el terror y la limitación de los propios derechos a la libertad, por la supuesta lucha contra el terrorismo.

## Los efectos del libre mercado en los países pobres: miseria y resistencia

Por otro lado, el libre comercio trae a los países pobres, en su mayoría agrarios:

- 1) Poderes políticos corruptos y sobornables que cooperan con los países ricos, en contra de sus propios pobres conciudadanos: esto genera odio y resistencia, lo que los ricos consideran como parte del enemigo común: el terror. Al mismo tiempo, dirigentes políticos son presionados de distintas maneras si no cooperan suficientemente.
- 2) Escasez, miseria y desesperanza en la población civil, libre de culpa, también a causa de la lucha contra un terror que ha sido provocado y que al combatirlo, a su vez, se lo acrecienta.
- 3) Pobreza a raíz de la falta de reservas naturales porque éstas tienen que ser exportadas: por ejemplo, Brasil tiene que exportar productos agrarios en gran escala y a su vez dejar que sus habitantes se mueran de hambre. Plantas brasileñas se derrochan en fábricas para animales en Europa o en biocarburantes para vehículos demasiado pesados y veloces. Austria se propone lograr hasta el año 2020, que un 20% de los carburantes sean biológicos, sin preguntarse de dónde vendrán, qué consecuencias tiene su importación y cómo se puede reducir el consumo.
- 4) El crecimiento de la población es frecuentemente más rápido que el de la economía y con la pobreza aumentan las cuotas de nacimientos
- 5) Productos importados baratos producidos en masa de los países ricos se consiguen a mejor precio que los productos nacionales y aumentan el desempleo. Sólo con salarios mínimos y las más bajas condiciones de trabajo, pueden exportarse producciones propias con ganancia a los países ricos.

El espiral neoliberal, que produce cada vez más riqueza y pobreza, agotamiento de las reservas naturales, y crecimiento de la violencia, pierde cada vez más su control y peligro de agotarse a sí mismo, por derrumbes totales, como guerras mundiales o grandes catástrofes naturales.

## De la libertad de mercado niveladora hacia una libertad humana diferenciada

Por eso es necesario un cambio rápido y decidido de la libertad de mercado hacia una libertad de los seres humanos, la cual termina dónde comienza la libertad del otro. Sólo con la libertad de poder realizar su propia cultura, sin determinación y placer forzado desde fuera, pueden revivir en los países las diferentes culturas propias, ligadas a sus distintas tradiciones. Esto presupone, por lo menos, cinco libertades:

- 1) La libertad de fijar los propios estándares y normas para los productos y los servicios en el país. O sea, no sólo regular la producción, sino también el consumo interno de acuerdo a criterios propios. Productos regionales especiales necesitan nuevas oportunidades frente a los artículos de importación, producidos o transportados bajo condiciones humillantes o dañosas para el medio ambiente.
- 2) La libertad de reducir el consumo de reservas naturales entre los habitantes, de acuerdo a la cantidad disponible en el propio país. No puede ser, que para el bienestar propio se consuman los productos naturales de otros países y se les

robe a los habitantes de éstos, la posibilidad de consumir sus propios productos para su bienestar. Se trata de no prestar apoyo al desnivel injusto del bienestar entre los países ricos y los pobres. Una consecuencia positiva de esto sería el ser independiente de las luchas globales por las reservas naturales y el no tener la obligación de acoger inmigrantes económicos de los países pobres.

- 3) La libertad de precios justos: hacer que los productos nocivos para el medio ambiente, así como los servicios poco sociales sean más caros y los que resultan de un trabajo más intensivo y mayores conocimientos, más baratos, sin modificar el nivel general de precios. Productos agrarios que son transportados miles de kilómetros en avión, deben ser, en proporción, más caros que los productos alimenticios nacionales compatibles con el medio ambiente. Para la producción y el transporte de un kilo de esas importaciones, son necesarios también varios kilos de combustible. Con un transporte relativamente costoso pero justificable, los países, a nivel nacional y regional, podrían abastecerse a sí mismos. Poblaciones pequeñas volverían a tener sus propios negocios, restaurantes, escuelas, correo, artesanía, trayendo ganancias para los habitantes y permitiéndoles desarrollar una cultura propia.
- 4) La libertad de cada país de decidir por cuenta propia la densidad a su población, y, para esto, de elegir por sí mismo las condiciones previas necesarias, acordes a la voluntad de la mayoría.
- 5) Finalmente, va a ser necesario el liberarse de un sistema monetario cada vez más dominante: por ejemplo, con certificados de reservas, que ayudarían a que el consumo de reservas naturales disminuya y permitiría un reparto más justo entre los habitantes. Estos certificados constituirían una moneda propia, no inflacionaria, no acumulativa y ligada a la naturaleza, la más escasa de las reservas. Esta moneda reduciría el efecto del dinero a su función primordial: el intercambio.

Cuanto más se tarde en romper con el fundamentalismo nivelador de la libertad de mercado y en orientarse hacia una libertad humana, que dé existencia a una cultura múltiple, este cambio va a resultar cada vez más difícil hasta hacerse imposible, ya que la lucha por sobrevivir, en todos lados igual, desplaza a todo lo demás.

Traducción *Horizons et débats*

Conferencia dada en el congreso XV «Mut zur Ethik» con el tema «Pueblos y culturas: respetar el uno al otro, ayudarse mutuamente y aprender el uno del otro» del 31 de agosto al 2 de septiembre 2007 en Feldkirch, Austria.



Publicación del libro al congreso XIV, 2006, Verlag Menschenkenntnis, ISBN 3-906989-58-5 978-3906989-58-7

# Il serait temps que l'Allemagne remette en cause sa relation à l'Iran

par Karl Müller, Allemagne



Paysage iranien. (photo mad)

Dans une interview réalisée par la chaîne de télévision américaine CBS du 23 septembre, le président iranien *Mahmud Ahmadinejad* a, une fois de plus, affirmé la renonciation de son pays à l'arme nucléaire, tout en en donnant les raisons. L'Iran n'a pas besoin d'armes nucléaires du fait qu'elles ne le serviraient pas. L'Union soviétique, détentrice d'armes nucléaires, s'est effondrée; ces dernières ne servent en rien les Etats-Unis, comme le démontrent les résultats désastreux de la guerre en Irak. «Le temps de la bombe est passé» titrait la traduction allemande de l'interview.

On pourrait, bien sûr, prétendre que cette affirmation est mensongère, comme ce fut le cas à l'égard d'Israël qui, dans les années soixante et soixante-dix, avait nié officiellement construire une bombe atomique. *Seymour Hersh* en a donné une description détaillée dans son livre «Israël, une puissance atomique – le potentiel de destruction secret au Moyen-Orient», qu'on ne trouve malheureusement plus que chez les antiquaires.

## Aucune preuve d'un programme atomique militaire iranien

Il faut souligner que personne, ni l'Agence internationale de l'énergie atomique AIEA, qui a un large accès aux installations nucléaires de l'Iran, ni l'un ou l'autre des services secrets peu favorables à ce pays n'ont pu apporter une preuve d'une mise en route d'une bombe atomique. Il n'en fut pas de même pour Israël. *Seymour Hersh* a décrit dans le détail que les gouvernements américain et français étaient parfaitement au courant du programme d'armement atomique israélien. Mais à l'époque personne ne s'en souciait.

Il est d'autant plus grotesque de monter en épingle l'enrichissement de l'uranium jusqu'à en faire un Casus belli, ou pour le moins de le mener jusqu'au Conseil de sécurité des Nations Unies. Tous les médias prétendent depuis plus de deux ans que l'Iran affirme que son programme atomique ne sert que des buts pacifiques, mais que «l'Occident craint [!?] cependant que l'Iran prépare des armes atomiques sous le couvert d'une utilisation pacifique de l'atome.»

Même l'AIEA, dont le directeur général *El Baradei* pouvait déclarer le 17 septembre devant l'assemblée générale de l'organisation que de grands progrès dans les négociations avec l'Iran avaient été accomplis et qu'on était en route pour une mise au point des questions en suspens, devrait néanmoins ajouter comme «point critique» que l'Iran continuait d'enrichir l'uranium.

## L'Iran a le droit d'enrichir de l'uranium

C'est son bon droit dont il faut se souvenir constamment. Et il n'y a d'interdiction dans aucune convention signée par ce pays. Toute l'affaire relève de la volonté politique d'un groupe d'Etats aux intérêts de domination caractérisés, mais sans aucune espèce de fondement de droit, qui ont présenté au Conseil de sécurité ce problème de l'enrichissement de l'uranium en Iran, ayant auparavant contraint le Conseil des gouverneurs de l'AIEA de prendre une décision ouvrant la voie à cette démarche. Mais des décisions du Conseil de sécurité peuvent être, elles aussi, en contradiction avec le droit international. Ce fut évidemment plusieurs fois le cas au cours des années passées. Ce n'est pas par hasard que presque tous les experts et la grande majorité des Etats membres exigent une réforme des structures de décision de cet organe.

## Les contorsions intellectuelles de la politique étrangère allemande

Il n'y a aucune preuve que l'enrichissement de l'uranium en Iran doive servir à la fabrication d'une bombe atomique. Le porte-parole du gouvernement allemand *Gross* dut admettre, lors d'une conférence de presse gouvernementale le 26 septembre, «que l'enrichissement de l'uranium n'est en soi pas une preuve que le pays tend à la construction d'une arme atomique», ceci en réponse à la question de savoir si «un programme d'enrichissement de l'uranium était déjà une preuve que le dit pays se dirigeait vers la fabrication d'une arme atomique.» Ce même porte-parole ne put apporter de preuves que tout particulièrement l'Iran veuille utiliser son programme d'enrichissement de l'uranium à des fins militaires. Il put, tout au plus, rappeler que le Conseil de sécurité avait exigé que l'Iran cesse son enrichissement de l'uranium du fait «que cela pouvait servir, entre autre, à la production d'armes de destruction massive». Ces contorsions intellectuelles de la politique étrangère allemande rappellent l'atmosphère absurde et inquiétante des romans de Kafka.

## Angela Merkel s'est présentée devant l'ONU comme porte-parole du clan belliciste

A tout cela s'ajoute le fait que la chancelière allemande *Angela Merkel* s'est présentée le 25 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU où non seulement elle a revendiqué une place pour l'Allemagne dans le Conseil de sécurité, mais elle s'est encore exprimée

de la façon suivante: «Ce n'est pas à la communauté internationale de prouver que l'Iran construit une bombe atomique, mais à l'Iran de convaincre le monde qu'il n'en veut pas.» Le tout se terminant par l'exigence de «sanctions accrues, si l'Iran ne se soumet pas.»

Le monde avait déjà entendu de telles formules absurdes de la part des va-t-en guerre américains avant la guerre d'Irak. Alors l'Irak devait convaincre le monde entier qu'il ne possédait pas d'armes de destruction massive...

Ainsi la chancelière allemande a confirmé une fois de plus qu'elle est le porte-parole des bellicistes américains et israéliens, dans ce dernier cas par son affirmation ultérieure que «l'Allemagne a une responsabilité historique en faveur de l'existence d'Israël» – dont on se demande ce que cela signifie sinon un blanchiment pour toutes les violations du droit international commises par l'Etat israélien, cette «responsabilité» n'étant plus prise par elle au nom de la raison d'Etat, comme simple chef du parti chrétien démocrate (CDU), comme

en juin 2006, mais en tant que chancelière de l'Allemagne fédérale.

## Un obstacle face aux efforts sincères de paix

En prenant ouvertement parti pour l'un des gouvernements les plus bellicistes, elle devient un obstacle et un frein aux efforts de médiation des autres politiciens européens en vue d'éviter une nouvelle guerre au Moyen Orient. Ceci d'autant plus qu'elle n'a pas eu un mot concernant les violations du droit international par le gouvernement israélien, la misère croissante des Palestiniens, les bombes atomiques israéliennes réelles, les occupations de terres illégales ou l'attaque de l'aviation israélienne contre la Syrie, en parfaite violation du droit international.

## Merkel ne parle pas pour l'Allemagne

Il faut savoir, toutefois, que Madame Merkel, dans ses positions extrêmes, ne parle pas pour l'ensemble du gouvernement allemand, même pas pour l'ensemble du parti chrétien-démocrate. En écoutant attentivement, en sachant lire entre les lignes, on saisit les nuances. Interrogé lors d'une interview du *Deutschlandfunk* le 27 septembre, *Ruprecht Polenz* (CDU), président de la Commission des Affaires étrangères du parlement allemand, répondit à la question du rédacteur qui voulait savoir «quelle est l'alternative la plus intelligente, soit de souligner sans cesse qu'il faut à tout prix éviter une attaque militaire, ou bien reconnaître clairement que cette option est toujours envisagée»: «je reconnais, a-t-il dit, qu'on ne peut pas renoncer à l'option guerrière. Toutefois, on comprend vite que l'intervention militaire ne peut vraiment pas apporter de solution. C'est pourquoi il faut s'efforcer de suivre un chemin qui mène vers la table de négociations. [...]

## Surmonter la paralysie et en revenir au droit international

L'écueil est précisément l'exigence de suspendre l'enrichissement de l'uranium. Jusqu'à présent Téhéran s'y est refusé et il ne semble pas que les autorités iraniennes changent d'avis. Il faut trouver une voie pour surmonter cette paralysie.»

Et c'est précisément de cela qu'il s'agit. Surmonter ce point d'accrochage pour sortir de cette impasse. Cela n'ira pas sans un changement de conception et un retour au droit international. C'est indispensable, car c'est la voie pour éviter de nouvelles guerres. Cela d'autant plus que la responsabilité de l'Allemagne prend de l'importance au vu de l'arrivée au pouvoir des va-t-en guerre en France. ●

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich



# «Les producteurs médiatiques et artistiques doivent travailler à ce que la guerre devienne impossible!»

Un congrès international sur le thème de «la Guerre!» contribue à la paix

par Dieter Sprock

La Société suisse de sociologie a organisé du 12 au 14 septembre à l'Université de Bâle un congrès international au sujet de «la Guerre!». Plus de 300 participants ont discuté pendant trois jours dans plus de 80 ateliers et séances plénières sur des questions relatives à la guerre et à la paix. Des lectures pendant l'heure de midi, une table ronde publique ainsi que deux expositions – l'une présentant des photos sur la guerre du Viet Nam et l'autre des dessins faits par des enfants de Tchétchénie qui montraient clairement «Ce que la guerre cause comme dégâts» – complétaient le programme.

Ueli Mäder, doyen de la faculté de philosophie et d'histoire de l'Université de Bâle et professeur à l'Institut de sociologie de même qu'organisateur de ce congrès, a salué les participants notamment avec une citation tirée du manifeste contre la guerre de Wolfgang Borchert:

«Il n'y a alors qu'une chose à faire! Toi, Homme travaillant à la machine et homme travaillant dans l'atelier. S'ils t'ordonnent demain de ne plus faire de tuyaux pour les conduites d'eau, ou de marmites pour la cuisson mais des casques en acier et des mitrailleuses, il n'y a alors qu'une chose à faire: Dis non!»

## Pour la non-violence et la paix, contre la guerre et les meurtriers

Dans son discours d'ouverture, Christoph Maeder, Président de la Société suisse de sociologie et professeur à l'Établissement pédagogique d'enseignement supérieur de Thurgovie, a souligné l'actualité et la constance de ce thème. Actuel, parce que dans le monde entier, le fléau de la guerre menace sous toutes ses formes les êtres humains et les sociétés, et constant, parce que l'histoire peut être interprétée (mais pas seulement) comme une suite infinie de guerres. Il a invité les participants à relever le défi de cette thématique difficile de la guerre et à réfléchir sur celle-ci et à la comprendre sociologiquement.

Johan Galtung, chercheur dans le domaine de la paix à Oslo et détenteur du prix Nobel alternatif, a tenu l'exposé d'ouverture. Il a parlé sur le sujet «Guerre: historiographie, éthologie et abolition». Galtung ne croit pas que l'homme soit mauvais. Son expérience lui fait dire qu'il existe dans beaucoup de conflits un rapport entre différents facteurs économiques, politiques, culturels et sociaux. Pour comprendre ces relations, la recherche dans le domaine de la paix devrait avoir une orientation «transdisciplinaire». Dans le travail relatif à la recherche sur la paix, on devrait être ouvert à de nouveaux signaux. Sinon, il pourrait arriver qu'une solution nous plaise tellement qu'elle nous barre le chemin à nous-mêmes dans notre travail de médiateur. Cependant, pour Galtung, comprendre ne signifie pas accepter: «Je prends parti pour la non-violence et la paix, contre la guerre et les meurtriers. Je ne reste pas neutre.»

## «Eelam tamoul» – une patrie pour les Tamouls

Dans une interview avec *OnlineReports*, Galtung a développé une proposition pour une solution au Sri Lanka méritant l'attention: comme solution possible, il suggère un «Etat fédéral souple avec une grande autonomie pour la population tamoule. Pour atteindre ce but, les Tamouls doivent avoir le droit de désigner la partie du Sri Lanka qui leur appartient, non pas comme «Nord» mais comme «Eelam tamoul». «Eelam tamoul» est la patrie, on est prêt à mourir pour l'Eelam tamoul». Ces cinq dernières années, j'ai soutenu cette opinion en me référant à un exemple analogue qui a conduit à la paix: Si New Delhi est prêt à avoir un Tamil Nadu, il serait alors possible que Colombo ait un Eelam tamoul. Du reste, dans le Tamil Nadu, le mouvement pour l'indépendance tamoule a presque complètement disparu depuis que les Tamouls

hindous peuvent officiellement utiliser leurs propres noms.»

## Comment la guerre vient-elle dans les têtes?

«Les médias entre le marché de la guerre et le journalisme de la paix». Tel a été le titre de la table ronde qui a clos le premier jour. Les participants étaient notamment Johan Galtung, Jörg Becker, professeur de sciences politiques à Marbourg et Innsbruck et co-auteur de l'ouvrage «Operation Balkan. Werbung für Krieg und Tod»<sup>1</sup> [Opération Balkan: propagande en faveur de la guerre et de la mort], Werner Ruf, professeur de relations internationales à Kassel, Karin Wenger, collaboratrice à la «Neue Zürcher Zeitung», Karl Baratta, dramaturge au théâtre de Bâle.

Les participants ont été unanimes sur le fait que les médias portent une grande responsabilité. Johan Galtung a déclaré que la paix et non la guerre doit être thématisée par les médias et qu'il ne s'agit pas seulement de démasquer les raisons des conflits mais d'apporter des propositions pour une solution et des perspectives pour l'avenir. Pour cela, on a besoin de producteurs médiatiques qui sont intéressés par la paix. Karl Baratta a exprimé un aspect central de la soirée: Pour lui, les producteurs médiatiques et artistiques doivent travailler «à ce que la guerre devienne impossible!»

## La colonialisation des médias par l'industrie des relations publiques

On est toujours revenu sur les rapports économiques et les contraintes auxquelles sont soumises les médias. Karin Wenger a dit qu'en Allemagne, elle ne pouvait plus placer ses articles sur la Palestine. Si la consigne venant des étages supérieurs était de désigner le Hamas comme mauvais, on ne pouvait plus écrire rien d'autre. Werner Ruf a ajouté que les producteurs médiatiques avaient «les ciseaux dans la tête» car ils devaient vivre de leur travail. On peut dire la même chose des scientifiques; dans la science, également, la commercialisation prend toujours plus de place. Souvent, les scientifiques lavent les mensonges des médias postérieurement au lieu de les démasquer. Jörg Becker a dit qu'il s'agissait d'utiliser davantage la plus grande liberté dont disposaient les journaux. Soucieux, il a souligné la colonialisation des médias par l'industrie des relations publiques. Aux USA, il existe maintenant plus d'experts en relations publiques que de journalistes. Dans son livre «Operation Balkan. Werbung für Krieg und Tod», il a montré que la disposition pour la guerre contre la Serbie a été créée par des agences de relations publiques en plaçant dans les médias la Serbie au même niveau que l'Allemagne de Hitler.

Le public a honoré la contribution au débat de l'Afghan *Matin Baraki* par un applaudissement spontané et approbateur. Celui-ci



a critiqué le «langage» dans les médias. Il est question de la guerre en Yougoslavie, en Afghanistan ou en Irak, on parle d'une guerre qui éclate ou de l'équilibre de l'armement. Pourtant, les guerres n'éclatent pas, elles sont programmées et mises en pratique, le prétendu équilibre de l'armement est en vérité un réarmement pour la prochaine guerre et la guerre en Yougoslavie est une guerre contre la Yougoslavie, la guerre en Afghanistan est une guerre contre l'Afghanistan et la guerre en Irak est une guerre contre l'Irak.

## Terroriser la population civile au moyen de munitions à l'uranium

Parmi la multitude des exposés riches en contenu, deux sont choisis ici: dans la séance plénière intitulée «guerre civile, «failed states» et «terror», Fritz Vilmar, professeur de sciences politiques et chercheur dans le domaine de la paix à l'Université libre de Berlin, a présenté sa documentation sur «Kriegsführung mit Urangeschossen. Uranstaub – Schleichender Massenmord»<sup>2</sup> [La guerre menée au moyen de projectiles à l'uranium. Poussière d'uranium – massacre sournois]. Il a désigné l'emploi de la munition à l'uranium comme un «nouveau chapitre du terrorisme d'Etat». La poussière d'uranium émanant sous la forme de particules nano du projectile à l'uranium lors de son impact sur une matière résistante dure, provoque de très graves maladies et menace la santé de toute l'humanité. Une campagne mondiale de dissimulation a empêché jusqu'à présent l'information nécessaire et urgente sur ces armes de destruction massive et l'interdiction de celles-ci.

## La Suisse doit retirer ses soldats de l'Afghanistan

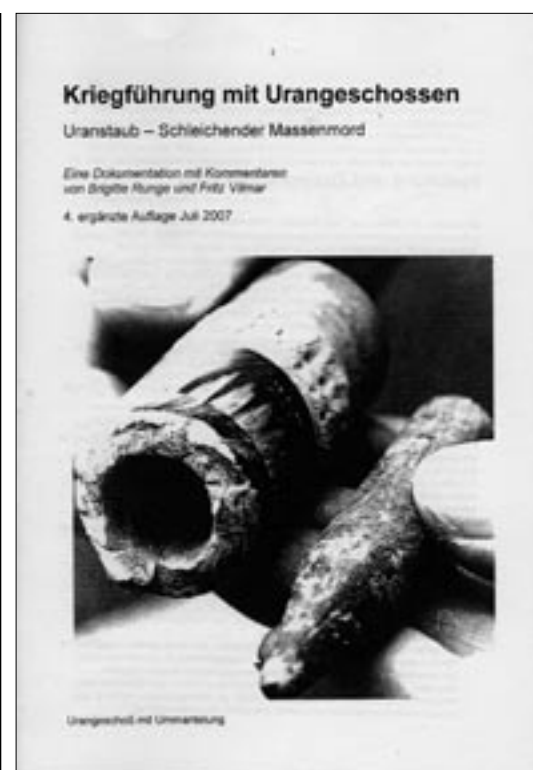
Remo Gysin, conseiller national de Bâle-Ville s'est référé dans son exposé, *Perspectives d'une politique suisse de paix*, à ce qui figure dans la Constitution fédérale. Le renforcement de «la paix dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde» est déjà ancré dans le préambule de la Constitution de la Confédération comme l'objectif élémentaire de la Suisse.

L'article 54 de la Constitution définit le but principal de la politique extérieure suisse: «La Confédération s'attache à préserver l'indépendance et la prospérité de la Suisse, elle contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples.» Ce sont depuis des années les objectifs principaux de la Suisse qui dispose de conditions particulières pour leur réalisation.

Le *Rapport de politique étrangère du Conseil fédéral* de juin 2007 nomme les éléments suivants, qui renforcent l'image d'impartialité de la Suisse dans sa promotion de la paix:

- la neutralité permanente
- l'absence de passé colonial
- le fédéralisme et la multiculturalité
- les principes de non-recours à la force et le règlement pacifique des différends

Il en résulte que la Suisse doit faire face à de grandes exigences pour pratiquer une politique pacifique cohérente. Par exemple, l'exportation de matériel militaire à destination d'Etats menant une guerre n'est pas conciliable avec la Constitution, de même que le soutien au projet du barrage d'Ilisu. De cette manière, la Suisse encourage l'exportation au détriment des droits de l'homme et d'une politique pacifique. En outre, la non-ratification de la *Convention 169 de l'OIT* pour la protection des peuples indigènes ou la signature de contrats économiques avec d'autres pays ou avec l'OMC sans établir de clauses stipulant des standards relatifs aux conditions sociales, aux droits de l'homme et à l'environnement sont d'autres exemples. De grands efforts sont nécessaires quand on considère des aspects se rapportant à la spécificité des sexes dans la politique pacifique, la lutte contre la traite des femmes et la violence contre les femmes en tant qu'instrument de guerre.



A la fin de son exposé, Remo Gysin a souligné la question de savoir s'il n'était pas plus effectif et dans l'ensemble plus avantageux pour la Suisse de se limiter à la promotion civile de la paix, où elle présente des avantages comparatifs.

En ce qui concerne l'Afghanistan, il est convaincu que les soldats suisses qui coopèrent avec les troupes de l'OTAN sapent la crédibilité de la Suisse, sa neutralité et son image de médiatrice et même des interventions humanitaires. La Suisse doit retirer ses officiers de l'Afghanistan et se concentrer entièrement sur la promotion civile de la paix.

## Il n'y a qu'une chose: «Dis non!»

Lors de la séance de clôture, Ueli Mäder a une nouvelle fois ramené au centre l'objectif du congrès intitulé «la Guerre!» en ce qui concerne la paix, en reprenant la citation de Wolfgang Borchert et en la complétant:

«Car si vous ne dites pas non, alors le dernier homme traînera... solitaire sous le soleil ardent et empoisonné, solitaire entre les sillons et les idoles froides des blocs gigantesques en béton des villes dépeuplées... – et sa plainte effroyable: Pourquoi? retentira sans être entendue... Tout cela se produira, demain..., si vous ne dites pas non.»

Christoph Maeder a tracé de nouveau l'ébauche relative au devoir de la sociologie en faveur de la paix: analyser, dévoiler et expliquer. Lui-même a conclu, de la contribution en plénière de Peter Imbusch sur la légitimité des interventions militaires et de celle du conseiller national Remo Gysin, que la Suisse doit retirer ses deux officiers de l'Afghanistan et ses 220 soldats de la *Swisscoy* du Kosovo et centrer entièrement son activité sur la promotion civile de la paix – ceci a été approuvé par un grand applaudissement.

Un programme riche et chargé où il a été pourtant possible de poser des questions et de discuter, une performance de maître dans l'organisation sous la responsabilité du professeur Ueli Mäder et de sa collaboratrice Sarah Schilliger, assistante scientifique à l'Institut de sociologie à l'Université de Bâle.

Nous, les participants à ce congrès, avons le devoir, au delà de celui-ci, de propager la voix de la raison mettant un stop à la guerre, chacun là où il se trouve, chacun selon ses possibilités et ses forces. Cela ne doit plus arriver que les filles et les fils se présentent devant leurs parents pour les accuser de ne rien avoir entrepris contre la guerre et le massacre, comme ce fut le cas de la génération de 68 après la Seconde Guerre mondiale. •

<sup>1</sup> Jörg Becker, Mira Beham, *Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod*, ISBN 3-8329-1900-7

<sup>2</sup> Brigitte Runge, Fritz Vilmar, *Kriegsführung mit Urangeschossen. Uranstaub – Schleichender Massenmord*, [www.friedenspolitik.com](http://www.friedenspolitik.com)

# Perspectives d'une politique suisse de paix

par Remo Gysin, conseiller national, Bâle<sup>1</sup>

## Mission constitutionnelle

«Renforcer la liberté, la démocratie, l'indépendance et la paix dans un esprit de solidarité et d'ouverture au monde», telle est la mission fondamentale de notre pays selon le Préambule de la Constitution fédérale.

L'article 54 fixe ainsi les orientations principales de notre politique étrangère:

*«La Confédération s'attache à préserver l'indépendance et la prospérité de la Suisse; elle contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles.»*

Telles sont en effet, depuis des années, les préoccupations principales de la Suisse.

## Particularités de la Suisse

Dans son dernier *Rapport de politique étrangère*, de juin 2007<sup>2</sup>, le Conseil fédéral énumère les particularités de la Suisse suivantes:

- Neutralité permanente
- Absence de passé colonial
- Tradition fédéraliste et multiculturelle
- Principes de renonciation à la violence et de règlement pacifique des différends.

Ces caractéristiques renforcent l'acceptation des efforts suisses en faveur de la paix.

## Orientations prioritaires

La *Section politique IV (Sécurité humaine)* du DFEA (*Département fédéral des affaires étrangères*) se fixe cinq approches prioritaires dans le domaine du travail en faveur de la paix:

- Partenariats avec des pays et des institutions qui partagent nos valeurs (par exemple collaboration avec le Conseil de l'Europe et l'OSCE);
- Rôle actif en tant que médiateur (par exemple au Népal);
- Initiatives diplomatiques (par exemple procès d'Interlaken sur les *smart sanctions* ou proposition pour la création du Conseil onusien des droits de l'homme);
- Soutien de programmes efficaces (par exemple création de médias indépendants)
- Soutien de missions de paix multilatérales et d'actions bilatérales avec des expertes et experts suisses (par exemple observation d'élections ou Représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU comme l'ambassadrice Heidi Tagliavini en Géorgie/Abkhazie).

## Les défis de la politique suisse de paix

### Cohérence

La Suisse doit avoir, à l'instar d'autres pays, une approche exhaustive de la politique de paix. En plus des domaines mentionnés ci-dessus, il y a à mon avis également la coopération en matière de développement (objectifs de développement du millénaire), la politique en matière de migrations, qui est encore fragmentaire, de même que la politique en matière d'environnement, de culture et de commerce extérieur. On constate donc que la cohérence est un des plus importants défis.

Pour faire comprendre la nécessité d'y répondre, je vais évoquer différents domaines problématiques et donner des exemples de comportement incohérent.

La Suisse s'engage avec succès dans la lutte contre les armes de petit calibre illégales mais en même temps, elle fournit du matériel de guerre à des pays comme l'Arabie saoudite, le Pakistan et à des pays qui font la guerre à l'Iraq ou à l'Afghanistan. Un renforcement des dispositions relatives à l'exportation du matériel de guerre s'impose. Ces prochains jours, une *Initiative populaire pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre* sera déposée. Elle fournira une possibilité d'ajustement soit grâce à un contre-projet soit grâce à son acceptation par le peuple.

Un autre exemple d'incohérence est celui du projet de barrage d'Ilisu sur le Tigre, en Turquie, parce que la Suisse y favorise l'exportation au détriment des droits de

l'homme et de la politique de paix (il faut respecter les droits de la population concernée et ceux des Etats limitrophes tels que l'Iraq et l'Iran).

Selon la Constitution fédérale, la Suisse s'engage «en faveur d'un ordre international juste et pacifique». Depuis des années, le DFAE et le Conseil national s'engagent en faveur de la ratification de la *Convention OIT 169 sur les peuples autochtones et tribaux* et depuis des années le DFE (Département fédéral de l'économie) s'oppose à la signature de cette Convention. Après que le Conseil national, lors de sa dernière session d'été, se soit imposé une fois de plus à ce sujet, le défi reste de persuader le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie) de la nécessité de signer. Nous sommes témoins ici des tensions qui existent entre la DDC (Direction du développement et de la coopération) et le DFAE d'un côté et le SECO et le DFE de l'autre.

On observe un problème de cohérence analogue en ce qui concerne les accords économiques bilatéraux et multilatéraux. Le Conseil fédéral s'oppose chaque fois à l'intégration de clauses concernant le domaine social, les droits de l'homme et l'environnement. Le défi sera ici la rédaction de directives contraignantes relatives à la responsabilité sociale des entreprises.

### Promotion des femmes

Outre l'intégration des entreprises dans la promotion de la paix, une participation plus forte des femmes s'impose. La Section politique IV du DFAE travaille sur ce dossier et a organisé la semaine dernière un séminaire sur l'application de la résolution 1325 de l'ONU au niveau national. Il faut absolument intégrer davantage les femmes dans la politique de paix. Des approches telles que le réseau informel des *Femmes ministres des affaires étrangères*, les activités suisses au sein du *Group of Friends* ou le mouvement *Mille femmes pour le prix Nobel de la Paix*, initié par ma collègue du Conseil national Gaby Vermot, doivent être poursuivies et approfondies. En outre, je considère la lutte con-

tre la traite des femmes et contre la violence exercée contre les femmes en tant qu'arme de guerre comme une mission primordiale de la politique de paix.

### Lutte contre le terrorisme

La lutte contre le terrorisme est un défi essentiel de la politique de paix. La collaboration internationale s'impose. Mais il reste à clarifier la définition du terrorisme, l'analyse des causes et les moyens de lutte (en considérant par exemple l'extension de la surveillance préventive, les atteintes aux droits civiques et la protection de la vie privée). Un problème particulier se pose dans la mise en œuvre du Traité entre la Suisse et les Etats-Unis puisque la politique des Etats-Unis constitue une partie du problème et qu'il existe entre les deux pays des différences d'opinion sur la définition du terrorisme, les listes noires, etc. Le rôle que doit jouer l'armée suisse dans la lutte contre le terrorisme doit également être clarifié.

### Politique culturelle

Pour surmonter les préjugés culturels (qui se manifestent notamment dans le soupçon général qui frappe les organisations islamiques d'intérêt général depuis le 11-Septembre), il faudrait intensifier le dialogue des cultures.

### Rapport entre la promotion militaire et la promotion civile de la paix

Ces derniers temps, on débat intensément sur les liens qui existent entre la promotion militaire et la promotion civile de la paix. Même s'il ne fait aucun doute qu'une politique militaire internationale est nécessaire, des questions fondamentales se posent aux Suisses:

- L'armée suisse est-elle nécessaire? Et si oui, pour quoi faire?
- Le règlement militaire des problèmes pratiqué par les Etats-Unis et l'OTAN aboutit-il vraiment à la paix?
- La solidarité internationale exige-t-elle que la Suisse mette des troupes à disposition?
- Est-ce agir solidairement que de ne pas participer aux interventions armées et aux engagements d'imposition de la paix?

- Ne serait-il pas plus efficace et plus avantageux que la Suisse se limite à la promotion civile de la paix, domaine où elle dispose d'atouts en comparaison d'autres pays.

En ce qui concerne l'Afghanistan, je suis convaincu que les soldats suisses qui opèrent avec les troupes de l'OTAN sapent la crédibilité de la Suisse, sa neutralité, son acceptation en tant que médiatrice, voire ses interventions humanitaires. La Suisse devrait retirer ses deux soldats d'Afghanistan et miser entièrement sur la politique civile de paix.

### ONU

La Suisse s'est bien positionnée au sein de l'ONU (politique d'Etat hôte, réseaux, propositions de réforme, etc.). Les défis particuliers liés à l'ONU sont l'adhésion au Conseil des droits de l'homme nouvellement créé et les réformes institutionnelles comme dans le domaine de l'environnement.

L'ONU devrait, selon moi, jouer un rôle dirigeant face aux institutions économiques de Bretton Woods et de l'OMC. Ce rôle découle de la Charte des Nations Unies. L'article 55 y mentionne comme un des objectifs des Nations Unies le fait de «favoriser le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social». La réforme du *Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC)* pour en faire un Conseil de sécurité économique, sociale et écologique constituerait un pas dans cette direction.

## Conclusions

En résumé, je dirai que la Suisse se trouve confrontée à des défis considérables en matière de politique de paix. Elle doit se fixer des priorités. Il est également évident que la promotion de la paix commence dans le pays.

(Traduction *Horizons et débats*)

<sup>1</sup> Remo Gysin est conseiller national socialiste depuis 12 ans. Il a fait cet exposé le 12 septembre 2007 à l'Université de Bâle dans le cadre du congrès «la Guerre!».

<sup>2</sup> Rapport de politique étrangère, annexe I, juin 2007

## Résolution des organisations suisses pour la paix

# Journée internationale de la non-violence du 2 octobre

Le 15 juin dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a déclaré le 2 octobre, date d'anniversaire de la naissance de Mahatma Gandhi, Journée internationale de la non-violence. La résolution A/61/L.62, présentée par la délégation de l'Inde, a été adoptée à l'unanimité des pays dont la Suisse.

Dire que la promotion de la paix et de la non-violence viennent en réponse à la violence relèverait presque d'une évidence. La difficulté propre à anticiper des crises, le manque de ressources pour faire appel à des alternatives créatives peuvent mettre des personnes ou des groupes de personnes dans des situations telles qu'ils peuvent les percevoir sans issue. Le recours à la violence est alors une des nombreuses réponses possibles pour sortir de ces situations. La mise en œuvre des principes de paix et de non-violence offre des alternatives qui peuvent garantir la cohésion sociale, laquelle permet à chacun et chacune de satisfaire les besoins de base tels l'intégrité, la dignité et la sécurité.

Les associations et organisations sous-mentionnées, à leur mesure, contribuent au maintien et au développement de cette cohésion sociale par leurs activités et par la transmission de ces valeurs. Leurs moyens sont l'engagement, la mise à disposition d'informations et de formations. Afin de faire connaître cette journée à un public le plus large possible, les associations et organisations sous mentionnées ont décidé de fonder le *Collectif suisse des ONG pour la Journée internationale de la non-violence du 2 octobre*.



Ce collectif vise:

- à réunir les forces de ses membres pour créer un événement les 2 octobre,
- à mettre en œuvre un maximum de synergies entre ses membres pour mieux visibiliser collectivement ses objectifs.

En plus des moyens dont disposent ces associations et organisations, ces dernières comptent sur le soutien de la Confédération afin que ce jour soit célébré annuellement dans tout le pays et, conformément au com-

munié des Nations Unies, qu'il soit l'occasion de diffuser les messages de paix et de non-violence, notamment par des actions d'éducation et de sensibilisation.

Berne, le 1<sup>er</sup> octobre 2007

Les signataires de la résolution pour la 1<sup>ère</sup> Journée internationale de la non-violence du 2 octobre 2007 sont:

- Schweizerischer Friedensrat SFR, Zürich;  
Centre pour l'action non-violente CENAC, Lausanne;  
Quäker Schweiz;  
Stimme der Migrantenvereine des Kantons St. Gallen, St. Gallen;  
Verein Friedensdorf, Broc;  
Gemeinschaft Schweizer Zivildienstleistender GSZ;  
Forum für Friedenserziehung, St. Gallen;  
Mouvement International de la Reconciliation MIR-romand, Concise;  
Frauen für den Frieden Schweiz;  
Verein Friedenskunst, Zürich;  
cfd, die feministische Friedensorganisation, Bern;  
Gruppe Schweiz ohne Armee GSoA, Bern;  
National Coalition Building Institute NCBI;  
Europa für den Frieden, Zürich;  
Gruppo ticinese per il servizio civile, Bellinzona;  
Vivre ensemble, Genève;  
Eirene Suisse, Genève;  
Humanistische Bewegung in der Schweiz



## «Notre village de montagne du Tessin veut survivre – aidez-nous!»

Chers Amis du Tessin

Brontallo est un petit village tessinois typique qui se trouve perché sur une pente raide au bout de la vallée de la Maggia. Les villages de montagne du Tessin ne sont pas seulement menacés par les forces de la nature comme les chutes de pierres, les glissements de terrain, les avalanches et les incendies de forêt, mais aussi par la dépopulation qui a comme conséquence qu'au cours de ces dernières années, beaucoup de villages sont presque entièrement désertés.

Depuis 1997, nous, les habitants de Brontallo, avons repris les choses en main et fondé l'association Pro Brontallo. Le but principal de Pro Brontallo, c'est de conserver le village pour nos enfants, de renouveler et de cultiver le merveilleux paysage pour créer ainsi une base économique saine pour l'avenir.

Ce n'est pas toujours facile de trouver l'harmonie entre l'agronomie de montagne et la nature. Le retour à nos traditions et aux produits régionaux naturels représente une grande chance. Ainsi nous voulons créer des emplois et des revenus en vendant nos fromagins frais et notre fromage de chèvre aromatique des Alpes au marché.

Parmi les projets que nous réalisons déjà ou que nous avons projeté, il y a la culture et le maintien de nos vieux bocages de châtaigniers, la reconstruction et la rénovation des murs en pierre sèche avec leur flore et faune qui doivent être protégées, ainsi que la remise en état du vieux moulin et la mise en valeur d'autres pâturages alpins.

Ce qui nous pose de sérieux problèmes, c'est le manque de pâturages pour nos animaux. Ceux-ci doivent toujours changer de place sur de longs chemins alpins dangereux car la nourriture commence à manquer. Sans notre intervention contre le retour à l'état sauvage de ces espaces précieux, il n'y aura pas de futur pour nos animaux. Si nous ne pouvons pas résoudre ce problème, nous devons abandonner presque complètement la production locale des produits laitiers et nous devrons nous séparer des acquisitions qui ont été gagnées par le dur travail de bien des générations.

Tous nos efforts servent à la revalorisation et à l'indépendance de notre village de montagne tout en prenant soin de la nature.

Pour pouvoir réaliser tous ces projets orientés vers l'avenir, nous avons besoin de la solidarité de tous les Suisses au nord du Gotthard.



(photo Pro Brontallo)

Votre aide le rendra possible. Brontallo survivra. Nos enfants vous seront reconnaissants un jour de votre soutien actuel.

Un grand merci du fond du cœur!

Cordialement

Giacomo Fiori

Presidente Associazione Pro Brontallo

PS: Sans votre aide précieuse Brontallo ne survivrait pas. Vous nous donnez les moyens et le courage de réaliser les projets importants. Grazie di cuore!

Pro Brontallo • 6692 Brontallo • pro.brontallo@bluewin.ch • www.brontallo.com  
Texte: tract de l'association Pro Brontallo



(photo elv)



(photo elv)

DVD

## «Friedrich Traugott Wahlen et le «plan Wahlen» de 1940–1945»

C'est en 2006 qu'a été montré pour la première fois un film en commémoration de Friedrich Traugott Wahlen et de son «plan Wahlen». Des témoins de cette époque racontent à la génération d'aujourd'hui comment on a pu éviter une famine en Suisse.

pa. Avec ce film documentaire, l'association pour la préservation du souvenir de Friedrich Traugott Wahlen et de son «plan Wahlen» de 1940 à 1945 s'est fixé l'objectif de montrer d'une manière illustrée et informative le rôle du plan Wahlen en tant qu'événement marquant de l'histoire de la Suisse. Ainsi, on rend hommage à Traugott Wahlen, qui a imaginé, initié et dirigé le plus grand projet agricole suisse.

### Un aperçu enrichissant pour les petits-enfants

Le nouveau film permet à la génération des plus jeunes un aperçu enrichissant de l'histoire de leurs grands-parents. Pour les Suisses de la génération moyenne, le film représente une confirmation et une spécification de ce dont leurs parents et grands-parents leur ont parlé. Pour la génération des personnes âgées, le film représente une reconnaissance tardive de leur engagement dans l'agriculture, dans l'armée à la frontière et, pour les femmes qui

étaient souvent seules, de leur travail à la maison avec leurs enfants pendant cette période difficile. Tout cela s'est passé sous l'influence du danger de guerre et du risque de famine suite à la fermeture des frontières. C'est bien de s'en souvenir et de ne plus accepter comme allant de soi l'aisance de la vie actuelle, mais d'y réagir avec gratitude.

### Histoire vivante

L'idée directrice de ce film consiste à présenter d'une manière vivante et instructive l'histoire de notre pays et une personnalité suisse extraordinaire. Comment y est-on arrivé? En interviewant des témoins vivants de l'époque et des compagnons de route de Traugott Wahlen. Ces expériences vivantes donnent au film le caractère fort d'un document de préservation et d'époque. Les interviews montrent que les paysannes, les paysans et les experts agricoles ont beaucoup à dire. Nous trouvons une autre source sous-estimée dans les idées de Traugott Wahlen, dans ses confessions, ses réflexions et ses souvenirs qui nous sont présentés dans ses œuvres posthumes. Comme conseiller fédéral, il a toujours cherché des réponses étayées aux questions de son temps concernant la Suisse et le reste du monde. Il est surprenant de constater que ses analyses des problèmes et ses ébauches de so-

lutions d'alors n'ont rien perdu de leur actualité, car la plupart des tendances redoutées se sont encore renforcées de nos jours.

### Un appui fort

L'appui et l'approbation massive montre que le film atteint ses objectifs: plus de 120 membres de l'association (venant la plupart du secteur de l'agriculture) ont récolté, dans un

délai très bref, la somme de 170 000.– frs. par des dons et du sponsoring privé et public. •

Commande du DVD:

Verein zu Wahrung der Erinnerung an Bundesrat Prof. Dr. F. T. Wahlen und den Anbauplan 1940-45

c/o Rudolf Meister, Stockerstrasse 1

CH-3532 Mirchel bei Zäziwil

Courriel: rudolf.meister@gmx.net

(Traduction Horizons et débats)

### Une réédition du «plan Wahlen» n'est pas insensée «Retour à la production et aux chaînes de livraison régionales»

ds. Ces derniers temps, on trouve de plus en plus d'informations dans les médias concernant la pénurie de produits alimentaires primaires, tels notamment le lait et le blé. Selon la «Neue Zürcher Zeitung» du 28 septembre nous vivons «une pénurie globale concernant l'offre des matières premières agricoles» liée au «coût élevé des matières premières sur le marché mondial». Ces deux aspects sont le résultat de «développements mondiaux», notamment de la «demande et du pouvoir d'achat croissants en Asie». A cela s'ajoutent «des pertes de récoltes, et le remplacement

de la production de produits alimentaires au profit de la production d'agrocarburants».

David Bosshart, CEO de l'Institut Gottlieb-Duttweiler, parle de «changement à long terme». Selon la «Neue Zürcher Zeitung», Bosshart propose comme solution, «le contraire de la mondialisation, c'est-à-dire en quelque sorte un retour à la production et aux chaînes de livraison régionales», et il ajoute «qu'un nouvel essor pour le protectionnisme ou même un renouveau du type «plan Wahlen» ne sont en rien des scénarios insensés au vu de ces développements.»